

Communiqué de presse

Ce sont les personnels qui tiennent l'école à bout de bras

Depuis le début de l'épidémie, les enseignants ne peuvent compter que sur eux-mêmes face à un ministre qui multiplie les déclarations à l'emporte-pièce, totalement déconnectées la réalité des écoles.

Les annonces de jeudi sur « l'amplification du mois de juin » ajoutent encore de la confusion.

Non, toutes les écoles, fermées actuellement pour des raisons sanitaires ne vont pas réouvrir à coups de baguettes magiques. Non, tous les élèves ne pourront être accueillis, même partiellement, avec les exigences du protocole sanitaire que seules des autorités scientifiques et médicales pourraient modifier. Non, les salles de classes et les équipements sanitaires des écoles ne peuvent être multipliés ou agrandis en l'espace de quelques jours. Non, on ne peut pas demander aux équipes enseignantes et aux municipalités de tout réorganiser sans leur en donner le temps. Non, les collectivités ne peuvent mettre en place d'un claquement de doigts des dispositifs parallèles autres que la garderie. Les fameux 2S2C n'ont que peu d'existence et posent par ailleurs des problèmes d'équité et d'empiètement sur le domaine scolaire.

S'affranchir de la mise en œuvre concrète des annonces médiatiques revient à faire pression sur les personnels sans répondre à la légitime demande des familles de scolarisation de leur enfant, notamment suite aux restrictions du chômage partiel.

Enfin, le ministre ne remet pas en cause, malgré son échec patent, sa stratégie basée sur le volontariat des familles pour un retour prioritaire des élèves les plus éloignés de l'école. Une enquête menée par le SNUipp-FSU montre que malgré une sur-sollicitation des familles dans les quartiers populaires de la part des équipes enseignantes, seuls 16% des élèves y sont accueillis tandis la moyenne est de 25% ailleurs et que ce taux s'élève à 32% dans les écoles rurales. Il faut abandonner le principe du volontariat pour endiguer ces fortes inégalités dans le retour à l'école.

Par ses déclarations, le ministre crée de l'insécurité tant chez les familles que chez les enseignants. Ces derniers, fiers de servir le service public d'éducation, tiennent à bout de bras un système bousculé de toutes parts.

Plutôt que de fausses promesses médiatiques, c'est d'un plan d'urgence dont l'école a besoin. Il doit se préparer dès maintenant avec celles et ceux qui font

l'école tous les jours et qui savent ce dont les élèves ont besoin pour retrouver le chemin des apprentissages.

Paris, le 29 mai 2020